Le cadre juridique régional de la protection de la Méditerranée

Pr . Mohammed KAHLOULA

Introduction

La mer Méditerranée doit ainsi que ses rivages faire face au fil des ans à des problèmes de pollution de toutes sortes. C'est grâce à **la prise de conscience de cette réalité** que s'est mis en place un système de coopération visant à lutter contre la pollution en Méditerranée et rassemblant la totalité des états méditerranéens.

En effet, convaincus qu'une coopération active et une assistance mutuelle sont nécessaires pour protéger la mer Méditerranée qui constitue leur lien naturel et leur bien commun, les pays riverains, ont adopté en 1976, à Barcelone, une convention pour la protection de la mer Méditerranée⁽¹⁾ qui prévoit une coopération entre les parties contractantes (I). L'évolution du cadre juridique international a conduit ces pays à envisager une réorientation de leur système de coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée (II).

1 L. Bouali, *la protection de la mer Méditerranée. Le système de Barcelone*, Thèse Paris-I, 1980 ; Maguelonne Dejeant-Pons, *les programmes des mers régionales : le plan d'action de la Méditerranée, droit méditerranéen de l'environnement*, Economica, 1988, p.83 et 8.

I / L'émergence du système de Barcelone pour la protection de la Méditerranée

Trois ans seulement après la conférence ministérielle de Stockholm qui a mis en place le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), seize états riverains de la Méditerranée, réunis à Barcelone en janvier 1975 sous l'égide du PNUE, ont adopté un Plan d'Action pour Méditerranée (PAM) ayant pour objectif général la mobilisation des efforts communs des Etats côtiers de la Méditerranée en vue de protéger la mer contre la pollution⁽¹⁾. Ce plan fut le premier programme pour les mers régionales lancé par le PNUE à la suite de la conférence de Stockholm de 1972 ; ce fut aussi la première expérience de coopération régionale méditerranéenne entre tous les états riverains.

La partie juridique du PAM est composée de la convention pour la protection de la mer Méditerranée, adoptée à Barcelone le 16 février 1976⁽²⁾ et à laquelle l'Algérie a adhéré⁽³⁾, ainsi que de ses protocoles relatifs aux aspects spécifiques de la conservation de l'environnement Méditerranéen avec leurs annexes techniques.

L'objectif général de la convention de Barcelone tel qu'il ressort du préambule est de lutter contre la pollution et préserver le patrimoine commun de la mer Méditerranée.

1 Maguelonne Dejeant-Pons, *Les programmes des mers régionales : Le Plan d'Action pour la Méditerranée*, précité.

2 Cf. le texte de la convention de Barcelone de 1976 dans, « *Protection et développement du bassin méditerranéen, textes et document internationaux* », par Maguelonne Dejeant-Pons, Centre d'études et de recherches international et communautaire de l'université d'Aix-Marseille-III, Economica, Paris, 1987, p. 78-88.

3 Décret n°8014- du 26 janvier 1980, portant adhésion à la convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, faite à Barcelone le 16 février 1976, J.O.R.A n°005 du 29 janvier 1980.

Aux termes de cette convention, les parties contractantes doivent prendre individuellement ou conjointement, toutes les mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et dans toute la mesure du possible éliminer la pollution dans la zone de la mer Méditerranée et pour protéger et améliorer le milieu marin dans cette zone. Ces mesures s'appliquent à la pollution due :

- aux opérations d'immersions effectuées par les navires et les aéronefs ou d'incinération en mer ;
- aux rejets des navires ;
- à l'exploration et à l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol ;
- aux substances d'origine tellurique.

Outre ces mesures, la convention de Barcelone prévoit un mécanisme de coopération entre les parties « en cas de situation critique génératrice de pollution dans la zone de la mer Méditerranée, quelles que soient les causes de cette situation critique ». Cela veut dire explicitement, en cas de danger grave provoqué ou susceptible d'être provoqué par un accident important dont on ne signale pas la nature. Les parties contractantes sont donc tenues, selon les termes de cette convention, de coopérer pour prendre les dispositions nécessaires, afin de réduire ou d'éliminer les dommages qui en résultent.

Pour que cela soit possible, la convention prévoit l'institution d'un système de surveillance continu de la pollution dans la zone de la mer Méditerranée ainsi que la désignation, par les parties contractantes, des autorités chargées d'assurer cette surveillance dans les zones relevant de leur juridiction nationale.

Une coopération entre les parties est également prévue dans les domaines de la science et de la technologie ainsi que l'élaboration de procédures appropriées concernant la détermination de la responsabilité et la réparation des dommages en cas de pollution résultant de la violation des termes de la convention.

Quoiqu'il en soit, comme tout accord-cadre, la convention de Barcelone de 1976 contient des dispositions plus incitatives que contraignantes et fixe un certain nombre de principes généraux que les parties contractantes devront respecter et qui ne font, en fait, que traduire leur volonté d'affronter ensemble les problèmes de pollution de la mer Méditerranée.

Il faut, toutefois, reconnaître que, ces principes généraux, aussi importants soient-ils, ne peuvent avoir à eux seuls des incidences heureuses sur l'environnement marin méditerranéen. C'est pourquoi, leur mise en œuvre a nécessité l'adoption d'instruments plus détaillés et plus précis. Ces instruments ont pris la forme de protocoles technico-juridiques additionnels traitant chacun d'une forme de pollution particulière. Nous nous limiterons, ici, à rendre compte de ceux qui, jusqu'à présent, ont été ratifiés par l'Algérie et de ceux auxquels elle a adhéré. Il s'agit de protocoles suivants :

- le protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et les aéronefs⁽¹⁾.

Ce protocole, ratifié par l'Algérie en 1981⁽²⁾, vise uniquement la pollution de la zone de la mer Méditerranée causée par les navires et les aéronefs. A ce titre, il interdit l'immersion de certains types de déchets ou de certaines

1 Adopté le 16 février 1976 à Barcelone, entré en vigueur le 12 février 1978.

2 Décret n°8102- du 17 janvier 1981 portant ratification du protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, fait à Barcelone le 16 février 1976, J.O.R.A n°003 du 20 janvier 1981.

matières (composés organo-halogènes et organo-siliciés toxiques, mercure, pétrole brut....) et soumet l'immersion d'autres types de déchets (plomb, cuivre, zinc, ferrailles, ...) à la délivrance préalable, par les autorités nationales compétentes, d'un permis d'immersion.

- le protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique⁽¹⁾.

Ratifié par l'Algérie en 1981⁽²⁾, ce protocole prévoit la coopération des parties lorsque la présence massive dans la mer Méditerranée d'hydrocarbures et/ou d'autres substances nuisibles, d'origine accidentelle ou résultant d'un effet cumulatif constitue un danger grave et imminent pour le milieu marin, les côtes ou les intérêts (économiques, sanitaires ou écologiques) d'une ou de plusieurs parties.

Cette coopération porte sur l'élaboration de plans d'urgence, sur la promotion des moyens de lutte contre la pollution de la mer, sur la surveillance et l'échange d'informations relatives à l'état de la mer Méditerranée, sur la diffusion d'informations concernant l'organisation des moyens et des méthodes nouvelles de prévention et de lutte contre la pollution, ainsi que sur le développement de programmes de recherche liés à ce sujet.

Le protocole fait, en outre, obligation à toute partie confrontée à une situation critique d'effectuer les évaluations nécessaires et précises concernant la nature et l'importance de l'accident, de prendre toutes les mesures susceptibles de réduire ou d'éliminer les effets résultant de la pollution ainsi

1 Adopté le 16 février 1976 à Barcelone, entré en vigueur le 12 février 1978.

2 Décret n°81-03 du 17 janvier 1981 portant ratification du protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique, fait à Barcelone le 16 février 1976, J.O.R.A n°003 du 20 janvier 1981.

que d'informer les autres parties, directement ou par l'intermédiaire du centre régional méditerranéen créé par la convention de Barcelone, de ces évaluations et des actions entreprises.

-le protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique⁽¹⁾.

L'objet de ce protocole, auquel l'Algérie a adhéré en 1982⁽²⁾, est la lutte contre la pollution de la zone de la mer Méditerranée due aux déversements par les fleuves, émissaires, canaux ou autres cours d'eau, ou émanant de toute autre source ou activité située sur le territoire des Etats parties.

Il énumère les substances dont le rejet est interdit et les éléments à prendre en compte pour l'élimination de la pollution émanant de ces substances. Il énumère également les substances dont le rejet est soumis à la délivrance d'une autorisation par les autorités nationales compétentes. Cette autorisation doit tenir compte, notamment, des caractéristiques et de la composition du déchet, des caractéristiques des constituants du déchet quant à sa nocivité, des caractéristiques du lieu de déversement et du milieu marin récepteur, des techniques disponibles concernant les déchets, ainsi que des atteintes possibles aux écosystèmes marins et aux utilisations de l'eau de mer.

Le protocole prévoit, en outre, une coopération au niveau de la recherche et de l'information, ainsi que l'adoption des programmes, mesures et normes appropriés en vue de la réduction ou de l'élimination des substances visées.

1 Adopté à Athènes le 16 mai 1980.

2 Décret n°82441- du 11 décembre 1982, portant adhésion au protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique fait à Athènes le 17 mai 1980, J.O.R.A n°051 du 11 décembre 1982.

- le protocole relatif aux aires spécialement protégées de la Méditerranée⁽¹⁾

Ce protocole qui a été ratifié par l'Algérie en 1985⁽²⁾, concerne la sauvegarde des ressources naturelles communes de la région méditerranéenne, la conservation de la diversité du patrimoine génétique et la protection de certains sites naturels en créant un ensemble de zones spécialement préservées.

On relèvera, in fine, que les instruments juridiques du PAM tiennent compte du fait que la Méditerranée est une mer entourée d'états riverains qui ne sont pas uniformément développés. D'une façon générale la convention de Barcelone reconnaît une priorité aux besoins spéciaux des pays en voie de développement de la région méditerranéenne en ce qui concerne notamment l'assistance technique dans le domaine du contrôle de la pollution marine⁽³⁾. Certaines dispositions des protocoles suivent cette tendance⁽⁴⁾ et d'autres semblent aménager la possibilité d'une adaptation ou d'une atténuation des obligations des pays en voie de développement⁽⁵⁾.

Il apparaît, en dernière analyse que le régime juridique régional pour la protection de la Méditerranée repose essentiellement sur la concertation et la coopération entre états contractants. Il a donc fallu donner une structure à cette concertation à travers l'institution d'une « organisation » composée de deux organes principaux et d'un organe subsidiaire.

Un Secrétariat, dont les fonctions sont assurées par le PNUE, ayant pour principale mission de coordonner l'action, d'organiser la coopération de façon pratique et d'assurer la communication entre les parties et les autres

1 Adopté à Genève le 3 avril 1982. Entré en vigueur le 23 mars 1986.

2 Décret n°8501- du 5 janvier 1985, portant ratification du protocole relatif aux aires spécialement protégées de la mer Méditerranée fait à Genève le 3 avril 1982, J.O.R.A n°002 du 6 janvier 1985.

3 Article 11 paragraphe 3 de la convention de Barcelone.

4 Article 10 du protocole contre la pollution d'origine tellurique et article 15 du protocole sur les aires protégées.

5 Article 7 paragraphes 2 et 3 du protocole contre la pollution tellurique.

institutions du PAM. Mais, cet organe n'a aucun pouvoir de décision. Il remplit des fonctions administratives ; composé d'un nombre réduit de fonctionnaires du PNUE, il a son siège à Athènes.

La Réunion des Parties Contractantes constitue le véritable organe de prise de décisions ; c'est l'autorité générale du PAM, l'assemblée représentative. Elle est chargée de veiller à l'application de la convention et de ses protocoles.

Enfin la convention prévoit l'arbitrage comme mode de règlement des différends pouvant surgir entre les parties contractantes à propos de l'interprétation ou de l'application de la convention et de ses protocoles. L'annexe A de la convention précise le mode d'établissement du tribunal arbitral, organe subsidiaire de l' « organisation ».

Les parties contractantes ont doté par la suite l' « organisation » de deux autres organes particulièrement importants pour son bon fonctionnement: le Bureau et le Fonds d'Affectation Spécial.

L'article 20 du règlement intérieur des Réunions des Parties Contractantes prévoit l'élection, au début de chaque réunion, d'un bureau composé à l'origine d'un président, de deux vice-présidents et d'un rapporteur choisis parmi les représentants des parties contractantes. Il s'agit en fait d'un organe permanent qui siège régulièrement dans l'intervalle entre deux réunions. Ses missions, en dehors de la conduite des débats au cours des réunions des parties contractantes n'ont pas été précisées par le règlement intérieur des réunions des parties adopté en 1979⁽¹⁾. En pratique, il veille à l'application des décisions, recommandations et orientations des parties contractantes.

1 UNEP/ IG. 1420 ?/ AVRIL 1979 , Annexe VI et IX

Le Fonds d'Affectation Spéciale, marque la volonté des parties contractantes d'assurer une autonomie financière grâce aux contributions des Etats calculées sur la base du barème des quotes- parts des Nations Unies qui prend en considération les ressources de chaque Etat et qui est calculé en fonction du PNB. La gestion de ce fonds a été confiée au Secrétaire général des Nations Unies.

Moins de vingt années après l'adoption du PAM, le besoin d'un réaménagement juridique du système de Barcelone s'est fait sentir à travers la volonté des Etats riverains et de « l'organisation » de répondre aux défis du sommet de Rio de Janeiro⁽¹⁾. L'idée de réviser le système de Barcelone a finalement été entérinée lors de la huitième réunion des parties contractantes à Antalya au mois d'octobre 1993 ; **les parties contractantes** ont décidé que « le Secrétariat organiserait une réunion d'experts nationaux pour examiner les amendements au protocole relatif aux immersions et la possibilité d'adapter les textes de la convention de Barcelone et des protocoles y relatifs aux récents développements du droit international en matière d'environnement »⁽²⁾

II / La réorientation du système de Barcelone

Au début des années 1990, l'évolution du cadre juridique international, à travers notamment la tenue du sommet de Rio de Janeiro a conduit les Etats Méditerranéens à envisager une réorientation du système de coopération. Au cours de la neuvième réunion des parties contractantes, qui s'est tenue à Barcelone, les 9 et 10 juin 1995, est alors adopté un PAM Phase II intitulé

1 Kiss C.A et Doumbé-Billé S., *La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement* (Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992), in *Annuaire Français de Droit International*, 1992, 823-843.

2 Opinion exprimée dans « le plan bleu dans un plan d'action pour la Méditerranée rénové » in *Revue de l'Eau Rhone-Méditerranée-Corse*, n°49, novembre 1994, p.17 à 21.

« plan d'action pour la protection du milieu marin et le développement durable des zones côtières de la Méditerranée » (PAM Phase II).

En même temps, a été adopté une version amendée de la convention de Barcelone de 1976, appelée dès lors « convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée »⁽¹⁾.

Cette version, ratifiée en 2004 par l'Algérie⁽²⁾, a étendu le champ d'application géographique de la convention de 1976 au littoral « tel qu'il est défini par chaque partie contractante pour ce qui la concerne ». Cela implique que la pollution côtière, généralement d'origine tellurique, est désormais visée par le texte de la convention.

Elle a, par ailleurs, intégré les tendances du droit de l'environnement apparues dans le sillage de la conférence de Rio de Janeiro de 1992 et de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer adoptée à Montégo Bay le 10 décembre 1982, entrée en vigueur le 16 novembre 1994⁽³⁾. Ainsi, sont notamment formulés : l'application du principe de précaution et celle du principe « pollueur-payeur », la protection et la préservation de la diversité biologique, la promotion des études d'impact, l'accès à l'information et la participation du public aux processus de prise de décisions. Comme le note Marie Aude Tavoso « **l'esprit de Barcelone et l'esprit de Rio se rencontrent dans cette révision** »⁽⁴⁾.

1 Texte de la convention disponible sur : <http://195.97.36.231/dbases/webdocs/BCP>

2 Décret présidentiel n° 04141- du 28 avril 2004 portant ratification des amendements à la convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptés à Barcelone le 10 juin 1995, J.O.R.A n°28 du 5 mai 2004.

3 Texte de la convention disponible sur : site www.un.org/french/law/los/unclos/closindx.htm

4 Marie Aude Tavoso, la convention de Barcelone pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et le développement durable, MAP Technical Reports Series N°117, UNEP Athens, 1997.

En outre, un certain nombre de dispositions nouvelles sont venues renforcer l'obligation des parties contractantes de se conformer et de mettre en œuvre le PAM⁽¹⁾ et d'importantes modifications ont été apportées aux articles prévoyant le contrôle de l'application des dispositions de la convention⁽²⁾

Un autre aspect important de la révision réside dans le fait que la nature des obligations des parties contractantes a notablement changé. A cet égard, le remplacement du titre de l'article 4, « engagements généraux » par celui d'« obligations générales » n'est certainement pas fortuit. Il semble que l'on a voulu aller vers l'édiction d'obligations contractuelles et non plus de simples engagements.

Dans le sillage de la révision de la convention de Barcelone, les protocoles que nous avons précédemment évoqués ont également fait l'objet d'un certain nombre d'amendements.

En premier lieu, **le protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et les aéronefs** figure désormais sous le titre de « **protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et les aéronefs ou d'incinération en mer** ». Les amendements apportés à ce protocole portent, notamment, sur la précision de certains termes définis par le protocole, sur les déchets ou autres matières dont l'immersion est autorisée sous condition de **délivrance d'un permis spécial**. **Le protocole vise également l'incinération en mer. Il a comblé ainsi une lacune importante du protocole qui, comme le**

1 Cf. Paragraphe 2 de l'article 3 de la convention révisée ainsi que l'article 11 A.

2 Articles 20 et 21.

notait C.Imperiali⁽¹⁾, ne contenait rien sur l'incinération et laissait aux droits nationaux le soin d'opérer. Il donne en outre des précisions sur la procédure à suivre en cas de situation critique ayant un caractère exceptionnel.

En deuxième lieu que **le protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique** a été remplacé par le « protocole relatif à la coopération en matière de prévention de la pollution par les navires et, en cas de situation critique, de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée », **adopté à La Valette (Malte), le 25 janvier 2002 et entré en vigueur le 17 mars 2004. Ce dernier, ratifié par l'Algérie en 2005⁽²⁾**, a pour but d'actualiser les instruments juridiques de la convention de Barcelone en y introduisant des dispositions relatives à la coopération entre les parties en matière de prévention et, dans les cas d'urgence, de lutte contre la pollution par les navires dans la mer Méditerranée. Cette coopération porte sur le maintien et la promotion de plans d'urgence et autres moyens visant à prévenir et à combattre la pollution par les navires, sur la surveillance adéquate de la mer Méditerranée, sur les opérations de récupération des substances nocives et potentiellement dangereuses, ainsi que sur la diffusion et l'échange d'information.

Le protocole prévoit également les mesures opérationnelles que les parties doivent prendre en cas de pollution causée par les navires (mesures d'évaluation, d'élimination/de réduction, d'information), ainsi que les

1 Imperiali. C, la dynamique du système de Barcelone, in la Méditerranée espace de coopération ? mélanges en l'honneur de M.Flory, CERIC, Economica, 1994, p 231257-.

2 Décret présidentiel n°0571- du 13 février 2005 portant ratification du protocole relatif à la coopération en matière de prévention de la pollution par les navires et, en cas de situation critique, de lutte contre la pollution d la mer Méditerranée, fait à La Valette, le 25 janvier 2002, J.O.R.A n° 12 du 13 février 2005.

mesures d'urgence devant être prises à bord des navires, dans les installations au large et dans les ports (notamment la disponibilité et le respect de plans d'urgence). Il s'attache, enfin, à promouvoir l'élaboration et l'application des réglementations internationales adoptées dans le cadre de l'Organisation Maritime Internationale (OMI).

En troisième lieu un certain nombre d'amendements ont été ajoutés au **protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique** qui s'intitule désormais « **protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution provenant de sources et activités situées à terre** ». **Ces amendements ont été adoptés à Syracuse le 7 mars 1996 et sont entrés en vigueur 11 mai 2008. Ils portent, notamment, sur l'application du principe de précaution, sur l'extension du champ d'application du protocole à la pollution d'origine tellurique transportée par l'atmosphère, sur le système de réglementation des rejets, sur la surveillance continue des niveaux de pollution et sur l'assistance technique aux pays en développement.**

Enfin Dans sa nouvelle version, intitulée « **protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée** » **et ratifiée par l'Algérie en 2006⁽¹⁾**, le protocole fait une distinction entre les aires spécialement protégées (que prévoyait déjà l'ancien protocole) et les aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne. Il prévoit l'élaboration par les parties de lignes directrices pour la création et la gestion des aires protégées et énumère un certain nombre de mesures appropriées que

¹ Décret présidentiel n°06405- du 14 novembre 2006 portant ratification du protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée, signé à Barcelone le 10 juin 1995, J.O.R.A n°74 du 22 novembre 2006.

les parties doivent adopter. Il introduit, par ailleurs, des mesures, nationales ou concertées, que les parties doivent prendre en vue de la protection et de la conservation des espèces animales et végétales dans l'ensemble de la zone de la mer Méditerranée.

Le protocole prévoit, en outre, des dérogations accordées du fait des activités traditionnelles des populations locales. Toutefois, ces dérogations ne doivent pas compromettre le maintien des écosystèmes protégés, ni les processus biologiques participant au maintien de ces écosystèmes ; elles ne doivent pas non plus provoquer l'extinction ni une diminution substantielle des effectifs des espèces ou populations animales et végétales incluses dans les écosystèmes protégés.

Les annexes du nouveau protocole comprennent une liste des critères communs que les parties doivent respecter pour le choix des zones marines et côtières susceptibles d'être protégées par le régime des aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne. Ils dressent, également, une liste des espèces menacées ou en danger, ainsi qu'une liste des espèces dont l'exploitation est réglementée.

Conclusion

Malgré toutes les insuffisances qu'on peut lui trouver, le système de protection de la mer Méditerranée contre la pollution (convention de Barcelone et ses protocoles) paraît être un acquis considérable sur le plan régional. Sa révision semble répondre aux défis majeurs de l'adaptation des principes de Rio à la Méditerranée. Cependant, pour étoffer et rendre effectives les règles établies par ce système, il faudra encore que les états veuillent bien mettre en œuvre effectivement le régime juridique ainsi défini.

Par ailleurs, une coopération entre les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) s'avère nécessaire d'autant qu'il ressort de la charte maghrébine pour la protection de l'environnement⁽¹⁾ que Les fondements juridiques à une coopération entre les pays de l'UMA en matière de lutte contre la pollution marine existent et que la préservation du milieu marin semble constituer un domaine privilégié pour des actions communes.

¹ La charte maghrébine pour la protection de l'environnement a été signée en janvier 1991 à Tunis, et adoptée par les chefs d'Etats de l'Union, lors du sommet de Nouakchott en novembre 1992. Cf. A.Kerdoun, une charte pour le Maghreb, El Watan, 17 mars 1993.